

Mazin QUMSIYEH

UNE HISTOIRE
POPULAIRE DE LA
RÉSISTANCE PALESTINIENNE

L'espoir et l'autonomisation

Préface de Michel WARSCHAWSKI

Traduit de l'anglais
par Jean-Marie FLÉMAL

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

INTRODUCTION

*« La lâcheté pose la question : 'Est-ce sans danger ?'
 L'opportunisme pose la question : 'Est-ce politique ?'
 La vanité pose la question : 'Est-ce populaire ?'
 Mais la conscience pose la question : 'Est-ce juste ?'
 Et vient alors le temps où [l'on doit] prendre une position qui n'est
 ni sans danger, ni politique, ni populaire, mais on doit la prendre
 parce qu'elle est juste. »*
 - Martin Luther King¹

Même les gens animés de bonnes intentions se méprennent au sujet de ce qui s'est passé en Palestine avec la résistance populaire. Le révérend Jesse Jackson a un jour adressé une lettre ouverte à Yasser Arafat lui conseillant vivement une stratégie non violente en vue de la « réalisation d'un État ». ² De même, dans un discours prononcé au Caire à l'adresse du monde musulman, le Président Barack Obama demanda aux Palestiniens de « lutter pour un État » par des moyens pacifiques. ³

Tout bien intentionnés que soient ces deux hommes, ils ne comprennent pas la véritable nature du combat et réduisent leur message à une déclaration sur le caractère indésirable de la violence de la part d'un peuple opprimé. Tous deux ignorent le riche passé de cette lutte précisément non violente et sont incapables en même temps de saisir ce que veulent les Palestiniens : la liberté et le droit au retour, et non un drapeau sur un canton qualifié d'État. Alors que Jackson et Obama sont plus compréhensifs que d'aucuns en Occident, des personnages de droite tels Dick Cheney et Tony Blair ou des néolibéraux aux penchants sionistes comme Thomas Friedman y vont de discours orientalistes bien plus virulents. Nous

constatons également chez les Occidentaux une minimisation ou une ignorance totale de la brutalité incomparablement plus dramatique réclamée et appliquée afin de réaliser un État juif dans un pays qui, avant 1917, comptait moins de 7 % de Juifs dans sa population. Est-il logique que les étrangers qui n'ont pas vécu ce que nous subissons nous demandent d'adopter la non-violence dans notre lutte contre un système colonial d'apartheid ? N'est-il pas plus problématique que les mêmes Occidentaux ignorent l'énorme travail accompli par les Palestiniens et des personnes de toutes nations afin d'opérer au fil des décennies un véritable changement sans recourir aux armes ?

Comme nous le montrons dans le présent ouvrage, la réalité est que la résistance populaire en Palestine s'est développée au niveau autochtone, de façon organique, naturelle et admirable. Et elle s'est accélérée ces deux dernières décennies. Une recherche Internet autour de la « résistance populaire palestinienne » affiche aujourd'hui plus de deux millions de résultats. Cette attitude s'est opposée et continue à s'opposer à l'objectif sioniste de la transformation d'une partie cruciale du monde arabe visant à passer d'une société multiethnique et multiconfessionnelle à un État juif. Ce projet requérait : 1) le soutien des puissances mondiales ; 2) de convaincre, organiser et mobiliser les Juifs en faveur du sionisme ; et 3) d'écraser toute forme de rébellion de la part de la population autochtone. La tâche consistant à s'assurer un soutien international s'est avérée réalisable en raison du nombre de sionistes qui occupent des positions clés dans les pays occidentaux ; mais écraser la résistance locale fut plus ardu qu'on ne s'y attendait. Le refus des Palestiniens d'être déposés sans bruit fut soumis, au fil du temps, à une répression de plus en plus violente mais ils ressurgirent des cendres de chaque assaut pour se lancer dans de nouvelles formes de résistance civile. Après quelque 130 ans de sionisme politique, il est malaisé aujourd'hui de penser aux Palestiniens sans évoquer leur combat. Il est malaisé de penser au conflit en Terre Promise sans avoir une opinion sur ses formes et sa nature. En raison du conditionnement médiatique dans les sociétés occidentales, nombreux sont ceux qui, automatiquement, pensent « résistance armée » chaque fois que l'on mentionne le mot « résistance ».

Ce ne sont pas les discussions qui ont manqué à propos de l'histoire du conflit au niveau politique, de la violence qui a accompagné la lutte, des accusations et contre-accusations, etc. En Occident ont été publiés bien des ouvrages qui soutenaient la version sioniste de l'Histoire.⁴ Moins nombreux sont ceux qui présentent la version palestinienne* des mêmes événements.⁵ Il arrive parfois que de nouveaux historiens défient les mythologies des décennies après les événements ; nous l'avons vu avec les nouveaux historiens israéliens Avi Shlaim, Ilan Pappé, Tom Segev, Simha Flapan et Hillel Cohen, qui ont démonté les légendes entourant l'exode de masse des Palestiniens autochtones avant, pendant et après la fondation d'Israël.

Les livres occidentaux proposant une image positive de cette histoire ont été appréciés, mais il leur manque la vision complète des choses qui est celle des auteurs palestiniens locaux. Parmi les critiques de quelques perspectives historiques occidentales figurent : *Nonviolence and Israel/Palestine*,⁶ de Johan Galtung, qui effectue un bon travail en révélant certains aspects de la période 1987-1989, mais pêche en ce sens qu'il ignore les forces politiques à l'œuvre et n'analyse pas les causes sous-tendant les événements qu'il décrit. La période de l'Intifada de 1987 est reprise dans *A Force More Powerful : A century of nonviolent resistance*, de Peter Ackerman et Jack Duvall, et dans l'émission de télévision qui l'accompagne mais, une fois encore, de façon essentiellement descriptive.⁷ Un autre exemple ? *A Quiet Revolution : The first Palestinian intifada and nonviolent resistance*,⁸ de Mary Elizabeth King, qui s'appuie sur des interviews de personnes s'identifiant comme des dirigeants de la lutte populaire palestinienne. L'ouvrage met l'accent sur la période de la résistance à la colonisation sioniste d'après 1987 et propose un excellent cadre de discussion. Toutefois, il ne fut pas bien reçu dans le *Journal of Palestine Studies* :

« Elle [King] dépasse son propos en permettant à sa méthodologie et à ses convictions de colorer une réalité complexe. Poussée par ses convictions et ses sources au sein même de la bulle de Jérusalem-Est, King tente *ex post facto* d'incorporer à tout prix dans la camisole idéologique de la non-violence une révolte

* Note de l'éditeur : Le lecteur se reportera avec profit au livre de Ramzy Baroud, *Résistant en Palestine*, dans la même collection.

populaire caractérisée par un puissant mélange de désobéissance civile et de jets de pierre. Elle n’y entre pas. C’est un très fâcheux inconvénient pour un livre qui, cela excepté, est extrêmement lisible et d’une admirable richesse sur le plan du détail. »⁹

Je pense que ces propos sont exagérés. Le travail de King est très bon si on le compare à des interprétations telles que l’on en rencontre chez Herbert Adam et Kogila Moodley.¹⁰ On trouve des comptes-rendus plus déformés dans la logique centrée sur le sionisme qui prétend que les actions, armées ou non, entreprises par les Palestiniens ne sont pas de la résistance, mais qu’elles sont illégales et qu’Israël réagit afin de défendre ses objectifs légitimes (même si son armée n’y est pas toujours pleinement « préparée », voire qu’elle « peut réagir de façon excessive »).¹¹ Pourtant, d’autres analystes occidentaux empruntent la direction opposée en romançant et simplifiant à l’excès la lutte et l’Histoire des Palestiniens.¹² En outre, ces travaux se ressentent d’une faiblesse : leurs auteurs ne lisent pas l’arabe et ils ne peuvent donc faire référence à des données originales sur un sujet traitant de la lutte d’un peuple autochtone et arabophone.

Tout en ayant des approches différentes des événements, la plupart des livres rapportent des actions entreprises lors de conflits par des gouvernements et des dirigeants puissants. Un nombre plus restreint de ces ouvrages considèrent une paix reposant sur la justice, les droits de l’Homme et les législations internationales ou se réfèrent à des personnes ordinaires qui vivent, s’adaptent et luttent dans des circonstances extraordinaires. Nous trouvons peu de témoignages de la riche chronique et des réalisations phénoménales de la résistance populaire en Palestine. Certains livres rédigés par des Occidentaux non familiarisés avec la langue régionale et dépendant de sources publiées ou d’interviews de personnalités locales éminentes, n’ont pas rendu au sujet la justice qu’il méritait.

Outre la profusion de littérature universitaire, il y a une surabondance d’informations négatives ou plutôt déprimantes en provenance de Palestine : assassinats, pauvreté économique, tortures, murs, emprisonnement, démolition de maisons, confiscation de terres, corruption, déni des droits fondamentaux, absence de liberté de mouvement et refus du droit au retour, etc. Il est difficile de mobiliser les gens qui sont assaillis en tous sens par ces problèmes. Dans le

présent ouvrage, nous rapportons et analysons la lutte menée par des hommes ordinaires forcés de vivre des temps inhabituels depuis l'apparition d'une idéologie politique appelée le sionisme. Ce genre de situations modifie le ton de la conversation. Des comptes-rendus de succès et de réalisations positives apportent des stimuli à la poursuite des actions. Nous, les Palestiniens, ne sommes pas à court de héros méconnus mais susceptibles de nous inspirer.

L'un d'eux, très respecté déclara, à propos d'une période précise de notre Histoire :

« La résistance non violente requiert des dirigeants forts. Durant les premiers jours de l'occupation, en 1967, le mouvement non violent palestinien a connu une grande ampleur. Un mouvement dynamique de travail volontaire apparut brusquement sous la direction de conseils municipaux démocratiquement élus. Ce mouvement créa des emplois, bâtit des écoles, installa des clubs de jeunes et fonda des bibliothèques publiques. (...) »¹³

A'lam Falastine : From the first to the 15th century Hijra, from the 7th to twentieth century AD (1985), de Mohammed Omar Hamadeh, répertorie des centaines de dirigeants, auteurs, intellectuels et autres dont l'exemple inspire. Mais les gens sont aisément rebutés à la lecture de ce qui équivaut à un *Who's Who* palestinien.¹⁴ Dans le présent ouvrage, nous résumons et analysons les riches annales de la résistance populaire en Palestine. Le livre parle essentiellement du pouvoir d'individus œuvrant ensemble à leur propre transformation et à celle de leur société, alors qu'ils vivent dans des circonstances exceptionnelles et extrêmement difficiles.

VIOLENCE ET NON-VIOLENCE

Le xx^e siècle fut peut-être le plus sanglant de l'histoire de l'humanité, mais il fut également une période abondant d'exemples de résistance populaire qui ont façonné l'avenir sans recourir à la violence.¹⁵ Pourtant, les manuels d'histoire de la plupart des pays semblent n'y prêter qu'une attention très superficielle. Peu traitent des luttes des citoyens ordinaires. Et aucun de ces livres n'est utilisé comme texte scolaire.¹⁶ La barbarie semble omniprésente. Les lois et les institutions de la plupart des pays traitent avant tout de la

violence monopolisée au niveau des États. Même une partie de notre vocabulaire s'est développée à partir des guerres et des conflits, bien des expressions communes en anglais ont une origine militaire, comme « *the whole nine yards* »* (la pleine mesure), « *clean bill of health* » (certificat de parfaite santé), « *rummage sale* » (vente d'objets usagés) et « *show your true colors* » (arborez vos couleurs). Par conséquent, si nous voulons évaluer la résistance populaire, nous devons être au fait de la culture de ces excès dans nos sociétés.

La violence consiste en des actions visant à faire du mal à autrui en présumant que cela contribuera à atteindre un résultat ou un objectif concret. Toutefois, la perception de ce qui constitue ces pratiques varie grandement. Bien des personnes confrontées à des exemples d'agissements affectant autrui ne les associeront pas à un « comportement violent ». Dans les sociétés pratiquant la peine capitale, certaines personnes ne décriraient pas l'acte d'exécuter un individu condamné comme un acte de violence. Même quand une société choisit de recourir à la force la plus brutale contre un opposant, ses documents historiques ne la décrivent pas comme une société engagée dans la violence, et encore moins dans le terrorisme.¹⁷ Le largage de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, qui a tué des centaines de milliers de civils, a été justifié comme une « action nécessaire » en vue de mettre un terme à la seconde guerre mondiale.

Il existe deux courants de pensée. Le premier considère que la violence est encodée dans nos gènes, l'autre affirme qu'il s'agit d'un comportement appris et qu'il est donc possible de s'en défaire, de le « désapprendre ».¹⁸ En tant que biologiste de l'évolution et généticien, et après avoir examiné la question de façon assez détaillée, je dirais que la réponse se situe quelque part entre les deux : que l'histoire de notre évolution nous a conféré une tendance à la violence, à l'altruisme et à la collaboration, tout en nous donnant la capacité intellectuelle de nous éduquer de façon significative en faveur ou en défaveur de ces penchants.

* Note du traducteur : (« *To give the whole nine yards* ») mettre le paquet ; il s'agit d'une référence à la longueur des bandes de munitions des avions de combat lors de la seconde guerre mondiale.

La résistance populaire est bien plus cohérente sur le plan philosophique que la résistance qui fait appel à la violence. La violence sociétale a été traditionnellement légitimée et légalisée, tandis que celle émanant d'autres acteurs que ceux liés à l'État a été dénoncée et rendue illégale, conférant ainsi à la Nation le monopole de son utilisation. Avelar expliquait comment des États forts, tels les USA et Israël, s'étaient engagés dans des actes de guerre (sans toutefois les qualifier ainsi) sous prétexte de faire respecter la loi.¹⁹ Ceux qui s'impliquent dans l'action violente motivent ce qu'ils font en fonction de ce qu'ils considèrent comme de « bons » moyens d'atteindre un but légitime. La cause des opposants n'est pas considérée comme bien fondée et leur recours aux mêmes procédés ne trouve pas sa justification. Aucun parti ne prétend établir une société violente et ceux qui légitiment l'usage de la violence appuient leurs arguments sur le caractère équitable de leurs buts ; la fin justifie les moyens. Que l'on accepte ou pas le critère du recours à la violence, c'est une tactique utile pour aider à atteindre le but recherché. C'est sur cela que la discussion se concentre principalement – la question de l'utilité – et elle ouvre donc la logique de la violence aux contradictions internes.

Gouvernants et occupants maintiennent en place une structure de pouvoir afin de dicter leurs agendas. En tant que telle, la résistance se concentre typiquement sur un changement de cette structure. Les historiens ne peuvent que proposer des exemples d'un mélange d'actions violentes ou non à des degrés variables. Certains peuvent prétendre que la révolution algérienne contre l'occupation française ressortissait davantage à la résistance par la violence, alors que la rébellion indienne contre la domination coloniale britannique s'appuyait davantage sur une résistance pacifique. Il est impossible de proposer des estimations quantitatives permettant de dire qu'une révolution a été à 60 ou à 80 % non violente. Il serait probablement plus plausible de comparer le nombre des tués au cours d'actions se référant aux deux modèles. Il s'agit toutefois d'une évaluation subjective et très fluctuante ; les colonisateurs prétendent souvent qu'ils ont tiré sur des protestataires parce que les vies de « soldats ou de policiers » étaient en danger. Nous savons aussi que, dans certains cas, des infiltrés israéliens ont jeté des pierres ou ouvert le feu lors de manifestations et ce, afin de fournir un prétexte pour tirer.²⁰

Selon une dichotomie fallacieuse parfois utilisée, les sociétés peuvent choisir de recourir à des méthodes morales inefficaces, ou amORAles mais efficaces, telle l'insurrection non violente ou les émeutes brutales ; toutefois, il s'agit d'une attitude essentiellement trompeuse et défaitiste, qui ignore en même temps l'Histoire et les possibilités de l'humanité, tout en négligeant de tenir compte de la réalité qui veut que ce sont les individus eux-mêmes, et non les sociétés, qui font des choix.²¹

En réfléchissant à l'Afrique du Sud de l'Apartheid, les Occidentaux ont tendance à oublier que le Congrès national africain (ANC) dirigé par Nelson Mandela était un mouvement de guérilla luttant pour la libération par la violence, tout en recourant à diverses formes de résistance populaire. Les gens qui croient en la violence tendent à minimiser le rôle de personnes comme Desmond Tutu, le Mahatma Gandhi et Martin Luther King, alors que d'autres les considèrent comme des éléments clés du changement dans la société. Ironiquement, dans les deux situations, certains, contrairement à d'autres, prétendent que la libération n'aurait pas été acquise sans la résistance par la violence. C'est un point discutable du fait qu'il s'appuie sur une hypothèse n'ayant jamais existé. Toutes les luttes à ce jour ont recouru à la résistance successivement violente ou non. Pouvons-nous savoir exactement quel était le point de basculement dans chaque situation ? Pouvons-nous vraiment dire ce qu'il serait advenu du mouvement des droits civiques sans le « gentil » Martin Luther King et le « méchant » Malcolm X ? L'Histoire est généralement écrite par les vainqueurs ; par conséquent, les dirigeants de la révolution algérienne considèrent que la violence fut la clé de la fin de l'occupation coloniale française. Dans la transformation des États-Unis au cours des années 1960, les historiens mettent typiquement l'accent sur la résistance populaire plutôt que sur l'influence des Black Panthers et c'est ainsi que nous n'avons pas de jour férié national commémorant l'existence et les sacrifices de Malcolm X, Crazy Horse ou Geronimo.

Que se serait-il passé en Afrique du Sud sans l'action de Tutu ou sans la lutte plus violente de Mandela ? À ce propos, pouvons-nous imaginer la tournure des événements sans cette diversité au sein de la population des oppresseurs ? Le Président Johnson, ou King, ou Malcolm X, furent-ils prépondérants en garantissant les

droits populaires aux États-Unis ? Les groupes israéliens, comme le Comité israélien contre la démolition des maisons, ou encore B'Tselem, marquent-ils une différence importante ? Je pense que les réponses données par les avocats de la dichotomie ne sont pas aussi simples. Mais, en tant qu'individu, je peux avoir un avis quant à ce que je pourrais et devrais faire, sans pour autant maudire ou condamner les avis alternatifs. L'expérience de la prison de Stanford montre que les êtres humains sont très fortement influencés par les circonstances. Lors de cette étude, on désigna au hasard des étudiants afin qu'ils jouent le rôle de prisonniers ou de gardiens de prison. À peine quelques jours plus tard, il fallut mettre un terme à l'expérience du fait que près d'un tiers des « gardiens de prison » commençaient à afficher des comportements abusifs et que bien des « détenus » montraient de plus en plus des signes de trouble psychologique.²²

William J. Thomson propose une hiérarchie de la violence, allant d'un degré inférieur (niveau individuel) à un degré supérieur (niveau sociétal) et suggère certaines tendances.²³

- a) Plus on se trouve au bas de la hiérarchie (par exemple, physique), plus la forme de violence est potentiellement et largement accessible à tous. Autrement dit, et, d'après de nombreuses études (comme celle de Stanley Milgram sur l'obéissance à l'autorité), nous pouvons conclure à contrecoeur que presque tout le monde est capable de violence physique dans des circonstances appropriées.
- b) Les formes supérieures de violence (par exemple, économique) sont réservées à ceux qui ont les moyens de les mettre en œuvre.
- c) En général, ces formes supérieures sont plus susceptibles d'être appliquées avec succès que les formes inférieures.
- d) De même, les gens recourent à la forme la plus élevée de violence à leur portée, parce qu'elle est moins dangereuse physiquement (et à d'autres points de vue), que les écarts de pouvoir (et la probabilité de succès) sont plus grands et qu'elle est plus susceptible d'être légale.
- e) Ceci est un point clé : la violence en tout genre tend à provoquer une réponse agressive.

On défend souvent les tactiques violentes comme des méthodes déplaisantes d'arriver à de « bonnes » fins. C'est l'argument que présentent aussi bien les partis faibles que les partis forts. On se réfère à la notion de la fin justifiant les moyens comme à l'argument de la « loi naturelle ». D'autres tentent de légitimer la violence en termes de légalité des procédés, indépendamment du bien-fondé de la fin. Dans une telle logique, la personne qui recourt à la violence doit le faire sous un prétexte accepté par la société (par exemple, un soldat participant à une action défensive ou un gardien de prison exécutant un prisonnier condamné à mort). Leurs actions sont jugées séparément de ce qu'elles tendent à réaliser. Une troisième option consiste à rejeter carrément la violence et à considérer la possibilité d'une réponse pacifique à toute forme de violence. On peut trouver des points faibles et des points forts dans chacune de ces positions. Alors que l'on reconnaît l'attrait et la nécessité de la résistance populaire, la compréhension de la nature humaine ne nous permet pas toujours de condamner ou d'excuser ceux qui s'engagent dans la violence, particulièrement lorsqu'une communauté est soumise à un pouvoir colonial impitoyable. Pourtant nous devrions être libres de critiquer les actes violents ou non, car il s'agit de tout autre chose que de réprouver les gens qui y recourent.

Dans l'affaire qui nous occupe, on s'est servi du combat des Palestiniens comme d'une justification pour brutaliser la population, pour continuer à nous déraciner et à détruire nos demeures et nos terres à l'époque du mandat britannique et après 1948. Cette politique a tiré parti d'une réaction naturelle à la domination occidentale en intensifiant les activités colonialistes. De tous temps, la « réponse sioniste » aux coups ou attaques contre les colons a consisté à leur attribuer davantage d'espace et à éloigner plus de Palestiniens encore. Israël monopolise le recours au pouvoir d'État, laissant aux Palestiniens peu d'espoir de contenir même via des méthodes violentes la croissance métastatique des implantations sur leur territoire. Les exceptions sont rares et n'annulent en aucun cas cette généralisation. Certains Palestiniens disent que c'est la résistance armée qui a provoqué l'évacuation de la bande de Gaza par Israël. Ce n'est vrai qu'en partie car, à l'instar de toute puissance, Israël examine les aléas et avantages de toute action. Il a donc

calculé que, sur le plan des relations publiques, de la diplomatie et de l'économie, les bénéfices du retrait des colons et des militaires de Gaza tout en maintenant l'occupation de cette dernière au moyen d'un siège, dépassaient de loin le menu désavantage de conférer un certain pouvoir à ceux qui soutenaient la résistance par la violence. Nous devons tous avoir connaissance de l'habituel déséquilibre des forces entre les deux parties et du fait que la domination ne s'opère jamais de façon paisible. Les colonisateurs utilisent toujours la violence parce que c'est la seule façon d'éloigner les gens de leurs terres, tandis que ceux qui sont colonisés peuvent choisir de résister par d'autres moyens. Le développement du pouvoir de l'État résulte des guerres menées sans leur donner ce nom et d'une pratique de la violence tout en se dispensant d'une déclaration de guerre.²⁴

Il y a des arguments à faire valoir de tous côtés. Le fait que les autochtones américains scalpaient les colons européens terrorisa-t-il ces derniers au point de leur faire quitter le pays ? Ou la chose enflamma-t-elle les passions au point d'implanter des stéréotypes de sauvagerie qui provoquèrent une accélération de la colonisation ? Les études psychologiques réalisées sur les auteurs d'attentats-suicides à la bombe montrent que ces personnes sont poussées, non pas par des convictions nationalistes, mais en grande partie par un désir de vengeance (après que leur maison a été démolie, que des proches ont été blessés, qu'on a confisqué leurs terres ou qu'on les a privées d'emploi).²⁵ Les idéologies telles que l'impérialisme, le sionisme ou le nazisme défendues par ceux qui occupent des positions de pouvoir, ont manifestement procuré une motivation bien plus grande à recourir à la brutalité. Il arrive que des gens qui se sont engagés dans cette voie décident plus tard d'y renoncer, reconnaissant que la non-violence est une possibilité. C'est vrai à la fois pour la violence considérée comme légitime dans les lois internationales (résistance au colonialisme et à l'occupation) et pour son pendant considéré comme illégitime (occupation, épuration ethnique, etc.).

La résistance armée par les occupés doit être menée dans des opérations clandestines sous la menace constante d'infiltration et de liquidation par les colonisateurs. De ce fait, une telle opposition requiert des dirigeants forts dotés d'un pouvoir exécutif ne

disposant que de cercles de consultation restreints et ne pouvant raisonnablement pas être désignés par un vote populaire ni par des structures démocratiques au sein des institutions de la guérilla et ce, pour des questions de sûreté et de sécurité. Les compétences requises pour mener de telles opérations diffèrent grandement de celles qui sont nécessaires pour diriger des institutions gouvernementales avec des moyens démocratiques. La résistance populaire peut évoluer organiquement selon diverses orientations. Elle peut être élue démocratiquement et ses dirigeants ne peuvent généralement agir efficacement sans une consultation la plus large possible des personnes impliquées. Ceci décourage également le culte du pouvoir. Le temps de vie biologiquement limité d'un chef est insignifiant comparé à la longévité beaucoup plus importante d'un peuple et de sa lutte.²⁶

La résistance par des moyens violents est soumise à bien plus de contraintes et elle est plus susceptible d'échouer que la révolte populaire, du fait qu'elle requiert beaucoup plus de soutien logistique (armes, etc.), de confidentialité, d'élimination de combattants armés, de difficulté à créer des zones géographiques à des fins de contrôle, et bien d'autres choses encore. C'est particulièrement vrai quand la résistance armée doit affronter des responsables de ses propres rangs qui collaborent avec les occupants.

Un autre point à considérer, c'est qu'en cas d'échec, les formes non violentes laissent bien moins de dévastations (sociales, économiques, humaines, etc.) que la résistance armée.²⁷ Cela ne veut pas dire que cette forme est plus sûre. Au contraire, dans bien des situations, la résistance populaire peut être plus dangereuse que la résistance armée (après tout, nous n'avons que nos corps et notre acceptation de la souffrance). En fait, de bien des manières, elle s'appuie sur l'acceptation de la souffrance par les gens. En faisant état de leurs réflexions sur la question, tous les dirigeants de la résistance populaire ont expliqué comment l'assujettissement délibéré à la souffrance peut lui-même se muer en un phénomène de capacitation et perturber les adversaires, voire les confondre. L'évêque Mounib Younan explique comme suit le concept d'acceptation de la souffrance pour la cause :

« L'Église a besoin d'une théologie des 'martyria'. C'est un concept mal compris, utilisé à mauvais escient et même absent du vocabulaire de nombreux chrétiens. Que signifie être un martyr ? En fait, cela ne signifie rien de plus qu'être un témoin. C'est ainsi que le mot est traduit [du grec]. Cela signifie une vie de témoignage par la parole, et aussi par l'acte. La troisième composante est la souffrance. Les 'martyria' s'expriment lorsque votre foi vous rend vulnérable à la souffrance de ce monde. Cela signifie vous exposer, risquer votre vie pour autrui. »²⁸

À PROPOS DE LA TERMINOLOGIE

Les personnes qui participent à des révolutions contre l'oppression sont toujours diverses : certaines soutiennent la résistance armée, certaines la résistance populaire et d'autres les deux. Il n'existe pas de division claire entre les trois groupes du fait de leurs nombreux points communs et subdivisions. Chez les gens qui soutiennent la résistance armée, on rencontre toujours des arguments à propos du genre de violence qui se justifie dans la défense d'une cause juste. Parmi les personnes qui soutiennent la résistance non violente, il y a des discussions à propos de ce qui la définit. La résistance populaire peut être active ou passive. Dans ses formes actives, il existe également des questions sur les formes populaires qui ne franchissent pas la ligne les séparant de la résistance violente. Le fait d'infliger des dégâts aux infrastructures utilisées par l'oppression constitue-t-il un acte de violence ?

Le Mahatma Gandhi se servait du terme ourdou *Satyagraha* car il avait un problème de vocabulaire semblable à celui auquel était confronté Khaled Kishtaini :

« La non-violence ('*la unf*' en arabe) n'est pas la meilleure traduction de l'*'ahimsa'* de Gandhi en ourdou. Pour éviter cet élément négatif, nous nous sommes mis d'accord sur les termes de 'résistance civile' ou de 'lutte civile', mais je prônerais l'emploi de 'djidhad civil' pour lui donner une connotation musulmane. D'autres auteurs utilisent ce terme aujourd'hui et le dirigeant et ancien Premier ministre soudanais al-Sadiq al-Mahdi l'avait adopté en tant que concept personnel de la non-violence. [Il] s'inspirait d'une hadith prononcée par le Prophète chaque fois qu'il revenait d'une

bataille : ‘Nous retournons du djihad mineur vers le djihad majeur’, entendant par là le passage de l’action militaire au travail civil. Le mot trop utilisé et mal compris de ‘djihad’ ne signifie pas ‘guerre sainte’ mais ‘pratique de l’effort’. »²⁹

Muqawama sha’biya, le terme communément utilisé en Palestine, est traduit approximativement par résistance populaire. Le mot *sha’biya* a ses racines dans *sha’b* (peuple) et bien des Palestiniens le comprennent comme faisant référence aux sortes de résistance pratiquées par un nombre important de personnes, au contraire de la forme armée plus restreinte (*muqawama musallaha*). Par ailleurs, nous utilisons en commun le terme de *thawra sha’biya*, ou révolution du peuple. Quand j’ai demandé à 20 Palestiniens dans les rues de Bethléem quelle différence ils percevaient entre *thawra sha’biya* et *muqawama sha’biya*, 14 ont suggéré que la violence était plus caractéristique de la première que de la seconde. En anglais, il est plus indiqué de parler de résistance non violente pour la différencier de celle utilisant la violence ; mais la traduction littérale en arabe donnerait une description très faible (et plutôt négative) des actes complexes et émancipateurs pratiqués en Palestine et que l’on ne peut qualifier de résistance armée. Toutefois, en raison des limitations de la langue, nous utiliserons dans cet ouvrage le terme de « résistance populaire ».

Celle-ci est aussi vieille que l’humanité, mais des personnages clés sont fréquemment cités comme sources d’inspiration pour leur choix dans cette voie et leur pratique de la violence. Mohandas Gandhi, également connu sous le titre honorifique de « Mahatma » (ce qui signifie « grande âme »), a développé et utilisé avec succès de nombreuses stratégies non violentes. Il a développé l’idée de « *satyagraha* » (l’« étreinte de la vérité »), un mot dérivé du sanscrit « *satya* » (vérité) et « *graha* » (constance, ténacité) (« *sumud* » en arabe). Ce concept implique bien davantage que la persistance à dire la vérité et il est censé couvrir une forme active de volonté de se sacrifier en vue d’instaurer la justice. *Sumud* évoque également de nombreuses images reflétant la fermeté, la persistance et le succès face à des obstacles difficiles. Ce n’est pas une simple patience passive face à l’adversité, mais plutôt une forme active de résistance populaire. L’autre concept de

Gandhi, « *ahimsa* » (« respect de la vie »), est également malaisé à interpréter (c'est une erreur que de le traduire par la forme négative de « non-violence »). En sanscrit, le terme comprend un mélange d'amour, d'honnêteté, de non-agression et de paix. Gandhi reconnaissait qu'il n'y a pas d'ennemis, mais uniquement des gens que nous devrions défier en raison de leurs actions qui nuisent au peuple. La transformation de l'« ennemi » autoproclamé constitue le triomphe ultime de l'humanité et de la vérité.

